

REPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE



RAPPORT ANNUEL DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

EXERCICE 2023

NOVEMBRE 2024

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	i
SIGLES ET ABREVIATIONS	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	iii
A CONCEPTS ET DEFINITIONS	iv
B. OBJECTIF DE LA GESTION DE LA DETTE	vi
C. CHAMPS DE COUVERTURE	vi
0. INTRODUCTION	1
I. SITUATION DE LA DETTE CONTRACTEE PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE A FIN DECEMBRE 2023.....	1
I.1. Encours de la dette extérieure.....	2
I.2. Encours de la dette Intérieure.....	3
I.3. Composition du portefeuille par Devise.....	3
I.4. Service de la dette contractée par l'administration centrale.....	4
I.5. Arriérés de paiement de la dette extérieure.....	5
I.6. Tirages de la dette contractée par l'administration centrale.....	5
I.7. Nouveaux engagements.....	6
II. ANALYSE COÛT ET RISQUES DU PORTEFEUILLE EXISTANT DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN DECEMBRE 2023.....	7
II.1. Coût du portefeuille de la dette contractée par l'administration centrale.....	7
II.2. Risques associés au portefeuille de la dette contractée par l'administration centrale	7
III. DETTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES, PRÊTS RETROCEDES ET GARANTIES.....	9
III.1. Situation d'endettement des entreprises publiques.....	9
III.2. Situation des prêts rétrocédés par l'Etat.....	10
III.3. Situation de la dette garantie	10
IV. CONCLUSION	10
V. LISTE DES ANNEXES	11

SIGLES ET ABREVIATIONS

ATM	: Average Time to Maturity (Durée Moyenne d'Echéance).
AT	: Average Time to Re-fixing (Temps Moyen avant la Révision du Taux d'Intérêt).
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
BANCOBU	: Banque Commerciale du Burundi
BEI	: Banque Européenne d'Investissement
BIF	: Francs Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
BT	: Bons du Trésor
CNY	: Yuan Renminbi ou Yuan Chinois
DTS	: Droit de Tirages Spéciaux
EBC	: Exim Bank of China
EBI	: Exim Bank of India
EUR	: Euro
FAD	: Fonds Africain de Développement
FIDA	: Fonds International pour le Développement Agricole
FMI	: Fonds Monétaire International
IDA	: International Development Association
LAFB	: Ligue Arabe
OFID	: OPEC Fund for International Development
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OT	: Obligations du Trésor
PIB	: Produit Intérieur Brut
USD	: United States Dollars
SYGADE	: Système de Gestion et d'Analyse de la Dette
VA	: Valeur Actualisée

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Nouveaux accords de Financement (Montant en milliards de BIF).....	6
Tableau 2 : Indicateurs de coûts et risques de la dette existante contractée par l'administration centrale à fin décembre.....	7
Tableau 3: Dette des entreprises publiques.....	9
Tableau 4 : Encours de la dette rétrocédée.....	10
Tableau 5 : Encours de la dette garantie à fin décembre 2023.....	10
Tableau 6 : Encours de la dette extérieure par créancier et type de créancier au 31.12.2023 en milliards de bif.....	11
Tableau 7 : Encours de la dette intérieure au 31.12.2023 en milliards de bif.....	12
Tableau 8 : Montant mobilisé (tirages) sur financement extérieure en milliards de bif.....	13
Tableau 9 : Montant mobilisé sur le marché intérieure en bons et obligations du trésor.....	14
Tableau 10 : Arriérés du service de la dette extérieure au 31.12.2023.....	15

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : composition de l'encours de la dette contractée par administration centrale à fin 2023.....	2
Graphique 2: Répartition de la dette extérieure par type de créanciers.....	2
Graphique 3: Répartition de l'encours de la dette intérieure par type de créanciers.....	3
Graphique 4: Répartition de la dette de l'Administration centrale et de la dette extérieure par devise.....	4
Graphique 5: Répartition du service de la dette par source et par catégorie.....	4
Graphique 6: Répartition des décaissements de la dette extérieure par type de créanciers et par type de prêt.....	6
Graphique 7: Répartition des émissions des titres publics par maturité.....	6
Graphique 8: Profil de remboursement de la dette publique à fin décembre 2023.....	8

A. CONCEPTS ET DEFINITIONS

ACCORD DE PRÊT : Instrument juridiquement contraignant qui engage une somme déterminée pouvant faire l'objet de tirages. Le montant tiré doit être remboursé conformément aux conditions énoncées dans un échéancier de remboursement ou un billet à ordre. Ce document prouve juridiquement qu'il a été convenu d'accorder un prêt une fois que certaines conditions préalables auront été remplies. On parle indifféremment de prêt, d'accord de prêt ou de contrat de prêt.

ADJUDICATION : Une adjudication consiste en un appel d'offres auquel les soumissionnaires répondent. L'objectif est d'assurer une libre concurrence entre les soumissionnaires. Les investisseurs peuvent participer à une adjudication par deux types d'offres : des offres concurrentielles dans lesquelles ils indiquent le montant nominal demandé et le prix qu'ils sont disposés à payer et des offres non concurrentielles dans lesquelles ils indiquent seulement le montant nominal demandé et paient le prix moyen pondéré lors de l'adjudication.

AMORTISSEMENT : Processus de remboursement d'un prêt, principal et intérêts compris, soit sous forme de paiements périodiques sur une période donnée, soit sous forme d'un paiement unique de principal à l'échéance, comme c'est le cas pour les obligations remboursables en une seule fois (bullet bond) ou les prêts remboursables in fine (bullet loan).

ANALYSE DE LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE : Étude de la situation de la dette à moyen et à long terme d'un pays. Elle dépend des recettes prévisibles qui permettront de rembourser les emprunts arrivés à échéance, et de stabiliser l'encours de la dette.

ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE : L'analyse de la composition d'un portefeuille de la dette consiste en une évaluation de l'exposition du portefeuille à des facteurs de risques potentiels tels que des variations de taux d'intérêt et de taux de change. Elle permet de renforcer la capacité d'un pays à élaborer des stratégies de gestion de la dette à moyen terme qui soient compatibles avec des politiques macro-économiques avisées.

ARRIÉRÉ : Somme échue et non réglée ; s'entend notamment des paiements prévus au titre du service de la dette qui sont arrivés à échéance et qui n'ont pas été réglés au(x) créancier(s). Dans le contexte du Club de Paris, les arriérés sont les paiements échus avant la période de consolidation et non réglés. Voir Club de Paris, période de consolidation et opération au titre du service de la dette.

BON DU TRÉSOR : Titre de créance négociable émis à court terme par un État. En général, ce sont des titres émis avec une échéance inférieure ou égale à une année (3 mois, 6 mois, 12 mois).

COMMISSION D'ENGAGEMENT : Commission perçue par une banque ou un syndicat bancaire rémunérant la partie non utilisée d'un crédit que la banque ou le syndicat s'est engagé à mettre à la disposition d'un emprunteur. Il s'agit habituellement d'un taux fixe qui s'applique au solde non encore tiré.

FINANCEMENT CONCESSIONNEL : Financement accordé à des conditions substantiellement plus généreuses que celles du marché.

CRÉANCIER : Organisme ou entité qui fournit de l'argent ou des ressources et qui doit être remboursé(e) dans les conditions prévues par l'accord de prêt.

CRÉANCIER MULTILATÉRAL : Dans le Système de Gestion de la dette, cela fait référence à un type de créancier dans le contexte de la dette extérieure. Les créanciers multilatéraux officiels comprennent le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les autres agences intergouvernementales et multilatérales.

CRÉANCIER BILATÉRAL : Dans le Système de Gestion de la dette, cela fait référence à un type de créancier dans le contexte de la dette extérieure. Les créanciers bilatéraux officiels comprennent les gouvernements ou leurs agences (y compris la banque centrale), les institutions publiques autonomes et les organismes publics de crédit à l'exportation.

CRÉDIT : Toute somme d'argent mise à la disposition d'une personne physique ou morale contre une promesse de remboursement. Ce terme englobe les accords de transfert, comme les prêts, qui nécessitent un remboursement et sont généralement porteurs d'intérêts.

DÉLAI DE GRACE OU DIFFÉRÉ D'AMORTISSEMENT : Nombre de jours pendant lesquels les remboursements peuvent être retardés sans se voir appliquer un intérêt de pénalisation.

DETTE EXTÉRIEURE : La dette extérieure brute est égale au montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs (non conditionnels) que les résidents d'un pays ont contractés envers des non-résidents et pour lesquels ils sont tenus de rembourser le principal, avec ou sans intérêts, ou de payer des intérêts, avec ou sans remboursement du principal.

DETTE INTÉRIEURE : La dette intérieure brute est égale au montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs (non conditionnels) que les résidents d'un pays ont contractés envers d'autres résidents de ce pays et pour lesquels ils sont tenus de rembourser le principal, avec ou sans intérêts, ou de payer des intérêts, avec ou sans remboursement du principal.

DETTE PUBLIQUE : Au sens large du terme, il s'agit des engagements d'un pays au titre de la dette du secteur public. Ce peut être la dette directe de l'État, des Entreprises Publiques et des Collectivités locales.

EMPRUNTEUR : Organisation ou entité définie comme telle dans l'accord de prêt ; c'est habituellement à elle qu'incombe la responsabilité d'assurer le service de la dette.

ENCOURS DE LA DETTE : Montant qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal déjà réalisés.

OBLIGATION DU TRÉSOR : Titre de créance émis par l'Etat à moyen ou à long terme.

PAIEMENT D'INTÉRÊTS : Paiements effectués conformément aux conditions d'octroi d'un prêt, celles-ci étant définies dans le tableau d'amortissement et dans le contrat qui indiquent le ou les taux d'intérêt à appliquer et le mode de paiement des intérêts.

REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL : Paiement effectué par le débiteur au profit du créancier pour rembourser les montants dus au titre du principal, et ce conformément au tableau d'amortissement.

SERVICE DE LA DETTE : Tous les paiements de principal, d'intérêts et de commissions effectués au titre du remboursement d'un prêt ou d'un titre de créance. Le service « effectif » de la dette correspond aux montants effectivement payés pour amortir une dette ; le service « prévisionnel » de la dette (également appelé service de la dette prévu à l'échéancier) désigne une série de paiements à effectuer conformément au contrat jusqu'à l'extinction de la dette.

B. OBJECTIF DE LA GESTION DE LA DETTE

L'objectif principal de gestion de la dette est :

- de satisfaire les besoins de financement de l'État et ses obligations de paiement, au moindre coût possible à court, moyen et long terme, tout en maintenant les risques à un niveau acceptable ;
- de veiller à ce que le niveau et le rythme de croissance de la dette restent soutenable ;
- de maintenir l'endettement public sur une trajectoire viable et à mettre en place une stratégie crédible pour réduire le niveau et le rythme de la dette une fois devenu excessif.

C. CHAMPS DE COUVERTURE

Les données contenues dans ce rapport couvrent la dette intérieure et extérieure de l'administration centrale, la dette des entreprises publiques à fin décembre 2023.

La dette des autres démembrements de l'État en l'occurrence les collectivités locales n'est pas prise en compte, du fait de l'insuffisance des données y relatives. Les arriérés budgétaires ne sont pas non plus pris en compte dans cette analyse.

Dans ce document, la dette intérieure et extérieure sont définies sur la base du critère de résidence du créancier.

Ainsi la dette intérieure englobe la dette contractée à l'intérieur du pays qu'elle soit libellée en francs burundais ou en devises étrangères et la dette extérieure est celle contractée à l'extérieur du pays.

L'analyse coût-risque dans ce rapport se limite à la dette intérieure et extérieure contractée par l'administration centrale suite au fait que les données des entreprises publiques ne sont pas fournies suivant le format requis pour mener cette analyse.

Les données contenues dans ce rapport sont en milliards de francs burundais.

0. INTRODUCTION

Dans l'objectif d'assurer la transparence dans la gestion de la dette publique, la Direction de la Dette et de la Trésorerie est tenue de produire et publier un rapport annuel de gestion de la dette publique.

La dette occupe une place privilégiée dans les finances publiques d'un pays. La gestion de la dette est l'anticipation des risques auxquels peuvent s'exposer les finances publiques à une période donnée et, l'orientation des ressources empruntées vers les projets de développement structurants.

L'insuffisance des recettes publiques à financer l'ensemble des dépenses publiques justifie le recours aux emprunts pour combler le solde budgétaire déficitaire : d'où l'existence de la dette publique. Celle-ci est composée de la dette extérieure et de la dette intérieure. La dette extérieure est contractée auprès des non-résidents et est, dans la plupart des cas, exprimée en devises étrangères tandis que la dette intérieure est contractée auprès des résidents, exprimée en monnaie locale dans la plupart des cas.

Ainsi, le présent rapport retrace la situation de la dette intérieure et extérieure contractée par l'Administration Centrale, la dette des entreprises publiques ainsi que la dette rétrocédée et garantie arrêtée au 31 décembre 2023.

Le rapport sur la gestion de la dette publique s'inscrit dans le cadre de rendre transparente la gestion de la dette publique et d'informer les différents acteurs (Autorités, Partenaires Techniques et Financiers, le Public en Général) sur le niveau et la situation de la dette publique.

Ce rapport présente une occasion pour mettre l'accent sur la situation de l'endettement à la fin de l'exercice 2023.

Enfin, ce rapport comprend une analyse de coût et risques du portefeuille de la dette contractée par d'administration centrale à fin décembre 2023.

Il s'articule sur trois grandes parties :

- I. Situation de la dette contractée par l'administration centrale
- II. Analyse coût et risques du portefeuille existant
- III. Dette des entreprises publiques

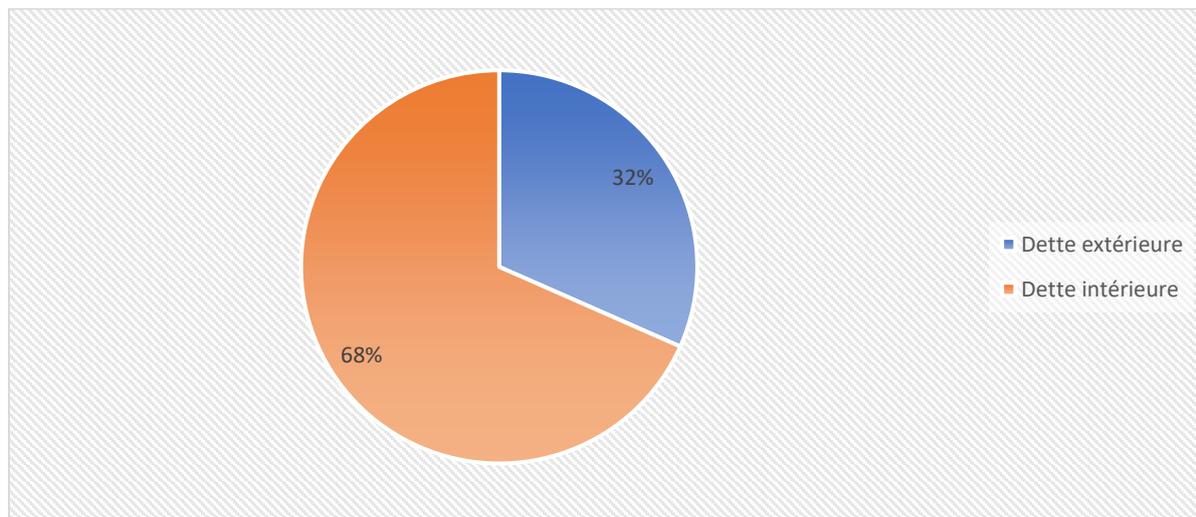
I. SITUATION DE LA DETTE CONTRACTEE PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE A FIN DECEMBRE 2023

Le portefeuille de la dette contractée par l'administration centrale est constitué par des engagements pris sur le marché local (dette intérieure) et étranger (dette extérieure).

A fin décembre 2023, l'encours de la dette contractée par l'administration centrale s'élève à 6226,59 milliards de BIF contre 5 114, 89 milliards de BIF enregistré à fin décembre 2022, soit une augmentation de 22 % due, d'une part à la variation en hausse du taux de change (dévaluation du BIF intervenue en mai 2023) et aux nouveaux décaissements de la période.

La dette contractée par l'administration centrale est répartie en dette extérieure à hauteur de 2 040,76 milliards de BIF et en dette intérieure à hauteur de 4 185,83 milliards de BIF.

Graphique 1 : Composition de l'encours de la dette contractée par administration centrale à fin 2023



Source : MFBPE/ Direction de la dette, données du logiciel SYGADE

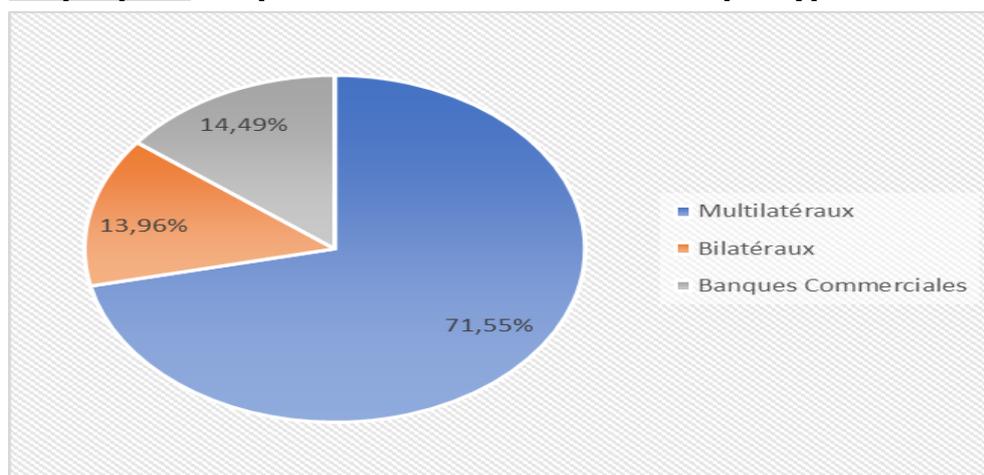
Ainsi, le portefeuille de la dette du Burundi est dominé par la dette intérieure à hauteur de 68 % de l'encours total.

Rapporté au PIB, l'encours de la dette contractée par l'administration centrale est estimé à 53,9 % à fin décembre 2023 alors qu'il était de 56% du PIB du 31 décembre 2022, soit une diminution de 2,1 %. Ce ratio est au-dessus de la limite convenue dans le cadre des critères de convergence de la Communauté Est-Africaine (CEA) qui fixe le plafond de la dette publique nominale pour tous les pays membres à 50% du PIB.

I.1. Encours de la dette extérieure.

Au 31 décembre 2023, le stock de la dette extérieure est de 2 040,76 milliards de BIF. Il est constitué par la dette envers les créanciers multilatéraux pour un montant de 1 460, 24 milliards de BIF soit (71,55%), les créanciers bilatéraux totalisant 284,87 milliards de BIF soit (13,96%) et les banques commerciales avec un montant de 295, 65 milliards soit 14,49%.

Graphique 2 : Répartition de la dette extérieure par type de créanciers



Source : MFBPE/ Direction de la dette, données fournies par le logiciel SYGADE

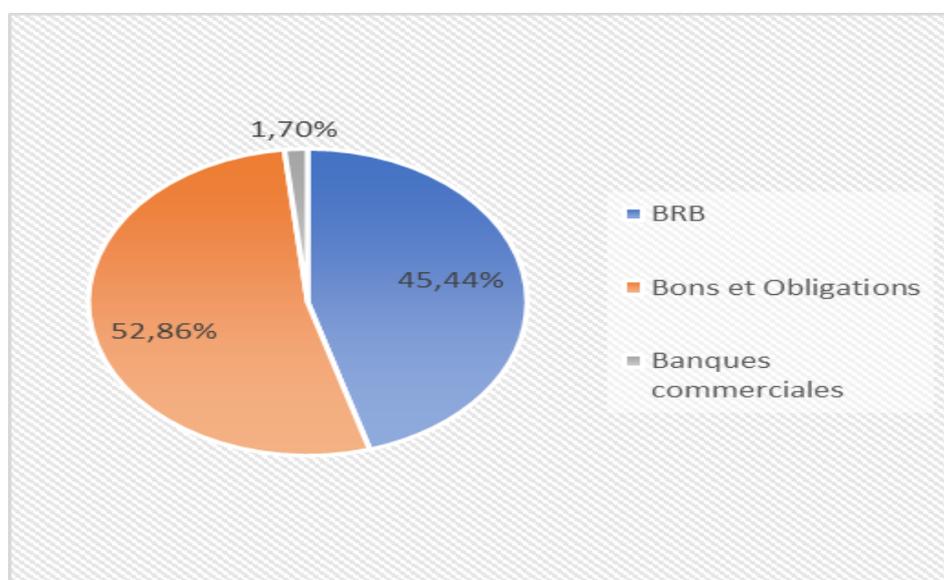
Il ressort de ce graphique que l'encours de la dette extérieure est dominé par la dette envers les créanciers multilatéraux.

I.2. Encours de la dette Intérieure.

La dette intérieure est constituée par les engagements pris envers la Banque de la République du Burundi (Consolidation des avances, Conventions de financement à travers les diverses lignes de crédit et allocations en DTS), envers les détenteurs des titres publics en termes de bons et obligations du trésor et envers les Banques Commerciales (BANCOBU et CRDB).

Ainsi, l'encours de la dette intérieure à fin 2023 s'élève à 4 185,83 milliards de BIF dont 1 902,05 milliards de BIF pour la BRB, 2 212,53 milliards de BIF sous forme de bons et obligations du trésor et 71,24 milliards de BIF pour les banques commerciales.

Graphique 3 : Répartition de l'Encours de la dette intérieure par type de créanciers



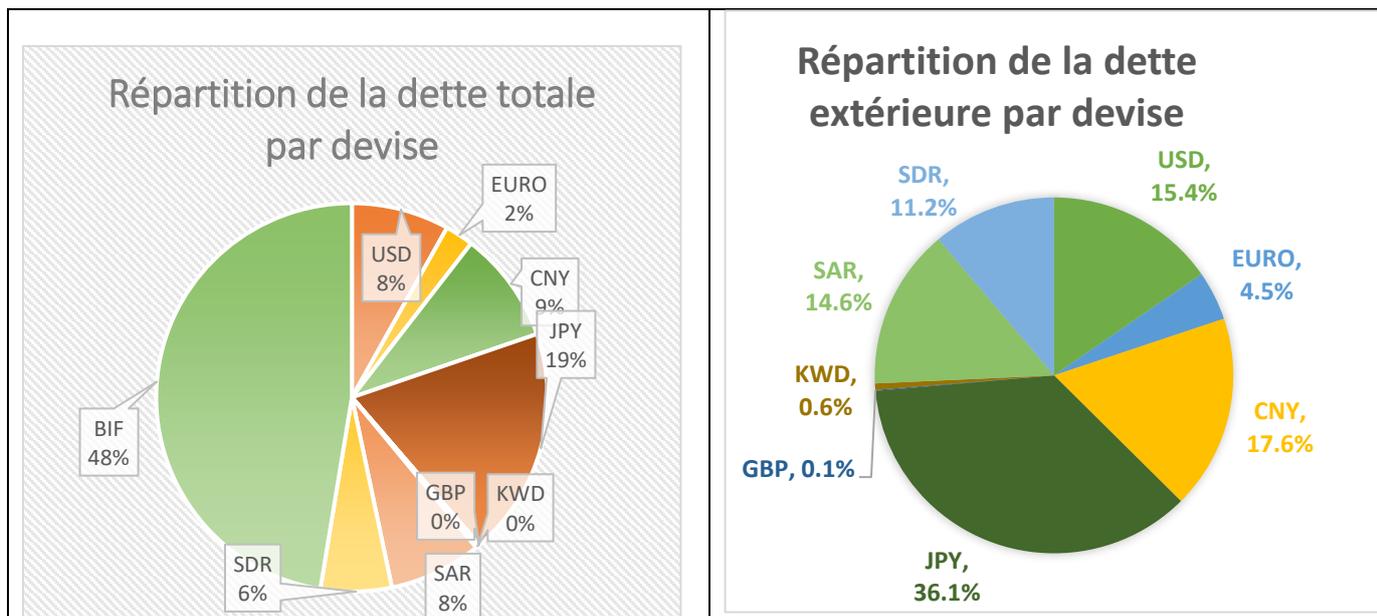
Source : MFBPE/ Direction de la dette, données du logiciel SYGADE

Il ressort en outre de ce graphique que l'endettement intérieur revient en grande partie aux détenteurs des titres publics qui sont principalement les banques commerciales.

I.3. Composition du portefeuille par Devise

Le portefeuille de la dette de l'administration centrale est libellé en plusieurs monnaies dont les plus importantes sont le BIF, le dollar US, le Yuan, le JPY et le SAR.

Graphique 4 : Répartition de la dette totale de l'administration centrale et de la dette extérieure par devise



Source : MFBPE/ Direction de la dette, données du logiciel SYGADE

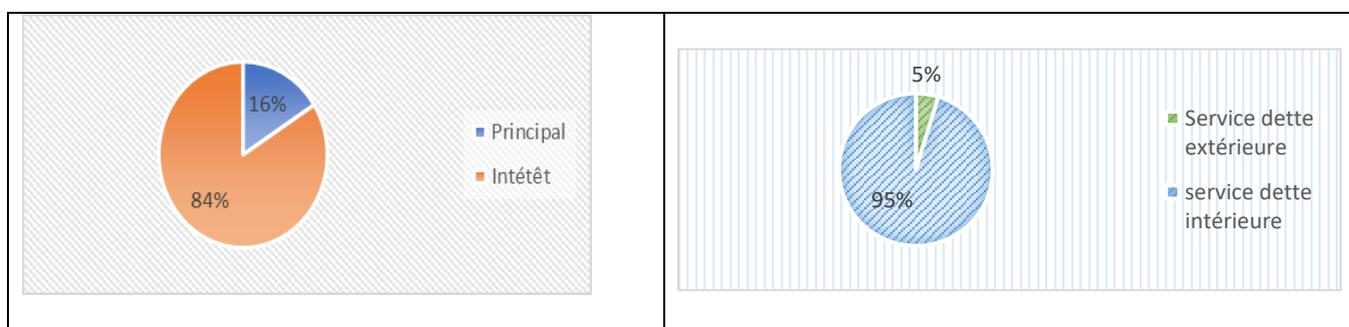
L'analyse de ces graphiques montre que pour la dette globale de l'administration centrale, le BIF occupe la première place avec 48% qui est libellé en cette monnaie, suivi du yen japonais (JPY) avec 19% comme le montre le premier graphique.

Concernant la composition en devises de la dette extérieure, JPY occupe la première place avec 36,1% suivi du yuan (CNY) avec 17,6% comme le montre le second graphique.

I.4. Service de la dette contractée par l'administration centrale.

Au cours de l'année 2023, l'Etat a déboursé 1 264,74 milliards de BIF au titre de remboursement de sa dette publique en principal et en intérêt dont le montant de 72,75 milliards de BIF revient à la dette extérieure et 1 191,99 milliards de BIF exécuté au titre de la dette intérieure soit respectivement 95% et 5%. Le montant payé en principal s'élève à 1 056,90 milliards et les intérêts payés totalisent 207,84 milliards, soit respectivement 84% et 16%.

Graphique 5 : Répartition du Service de la dette par source et catégorie



Source : MFBPE/Direction de la dette, données du logiciel SYGADE

Il est à constater à travers ces graphiques, que la majeure partie du service de la dette est payée en faveur des créanciers intérieurs.

I.5. Arriérés de paiement de la dette extérieure

Au cours de l'exercice sous analyse, le pays a accumulé des arriérés de paiement des échéances de sa dette extérieure intervenues en 2023. Ainsi, le montant non payé sur le service de la dette extérieure en 2023 s'élève à 34,65 milliards de Bif.

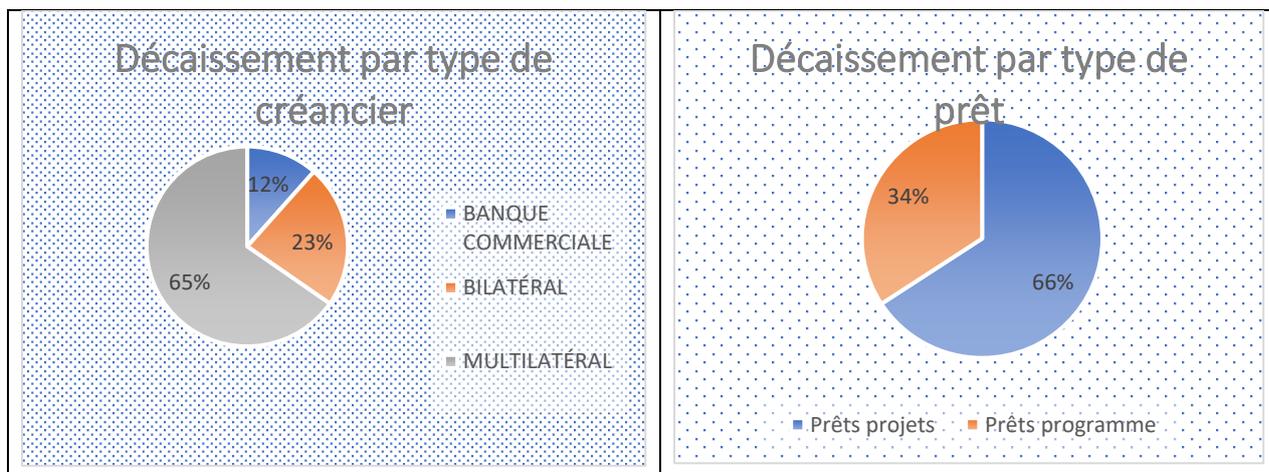
I.6. Tirages de la dette contractée par l'administration centrale

Au cours de l'année 2023, le Burundi a mobilisé 1 235,27 milliards de BIF dont 171,60 milliards de BIF constituent les décaissements sur prêts projets et prêt budgétaire et 1 063,67 milliards de BIF résultant des émissions des titres publics en bons et obligations du trésor sur le marché intérieur.

La majeure partie du montant mobilisé provient des émissions des titres publics à hauteur de 86,1%.

Au niveau des décaissements sur financement extérieure, un montant de 82,89 milliards de BIF a été décaissé au titre des prêts projets et 88,71 milliards de BIF de prêt programme a été décaissé par le FMI au titre de la Facilité Élargie de Crédit.

Graphique 6 : Répartition des décaissements de la dette extérieure par type de créancier et par type de prêt

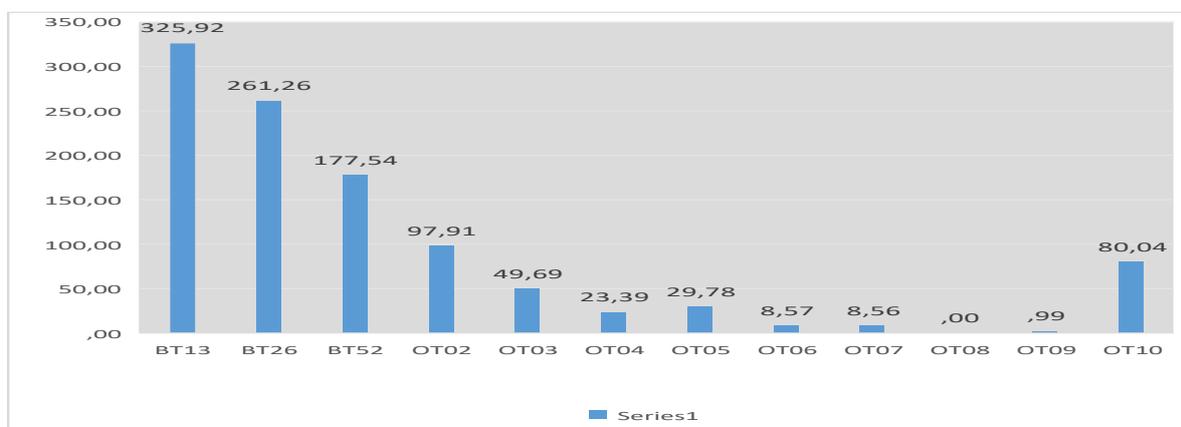


Source : MFBPE/Direction de la dette, données du logiciel SYGADE

A travers ces graphiques, il ressort que le Burundi recourt beaucoup plus aux créanciers multilatéraux pour financer ses projets de développement.

S'agissant de la dette intérieure, la mobilisation des financements par obligations du trésor représente 28,1 % des émissions et les bons du trésor représentent 71,9 % du total de l'exercice 2023. Ce qui montre que les instruments de court terme (Bons du trésor) sont plus mobilisés.

Graphique 7 : Répartition des émissions des titres publics par maturité



Source : MFBPE/ Direction de la dette, données du logiciel SYGADE

A travers ce graphique, les intervenants sur le marché primaire ont beaucoup plus de préférence sur le court terme c'est-à-dire les bons du trésor.

I.7. Nouveaux engagements

Au cours de l'exercice 2023, deux accords de financement avec la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) et le Fonds Saoudien pour le Développement ont été signés pour la réalisation du Projet de Réhabilitation, Extension et Equipement de l'Hôpital Roi Khaled .

Tableau 1 : Nouveaux accords de Financement (Montant en milliards de BIF)

CREANCIER	PROJET	Devise de prêt	MONTANT EN DEVISE	MONTANT EN MILLIARDS DE BIF	TAUX	PERIODE DE GRACE	MATURITE	DATE DE SIGNATURE
BADEA	REHABILITATION HOPITAL ROI KHALED	USD	34.000.000	97,11	2%	10 ANS	30 ANS	10/13/2023
FANDS SAOUDIEN	REHABILITATION HOPITAL ROI KHALED	SAR	187.500.000	535,52	1%	5 ANS	20 ANS	11/9/2023

Source : MFBPE/Direction de la dette et de la Trésorerie/SYGADE

II. ANALYSE COÛT ET RISQUES DU PORTEFEUILLE EXISTANT DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN DECEMBRE 2023

L'analyse coût et risques du portefeuille permet d'apprécier les principales vulnérabilités liées au portefeuille de la dette contractée par l'administration centrale à fin décembre 2023.

Tableau 2 : Indicateurs de coûts et risques de la dette existante contractée par l'administration centrale à fin Décembre 2023

Indicateurs de risque		Dettes extérieures	Dettes intérieures	Dettes Totales
Montant (en millions of BIF)		2.040,76	4.185,83	6.226,59
Montant (en millions of USD)		701,8	1.516,4	2.218,2
Dettes Nominale en pourcentage du PIB		17,7	36,2	53,9
VA en pourcentage du PIB		13,3	36,9	50,1
Coût de la dette	Paiements des intérêts en pourcentage du PIB3	0,2	1,6	1,8
	TI, moyenne pondérée (%)	1,3	4,3	3,3
Risque de Refinancement	ATM (années)	9,1	7,8	8,3
	Dettes arrivant à échéance dans un an (% du total)	6,3	26,2	18,8
	Dettes arrivant à échéance dans un an (% du PIB)	1,4	9,6	11,0
Risque de taux d'intérêt	ATR (années)	9,1	7,8	8,3
	Dettes dont le taux doit être révisé dans un an (%)	6,3	26,2	18,8
	Dettes à taux fixe incl T-bills (% du total)	100,0	100,0	100,0
	T-bills (% du total)	-	12,0	7,5
FX risque	Dettes en devise (% de la dette totale)			32,8
	Dettes en devises à court terme (% des réserves)			11,1

Source : MFBPE : Calculs dans le Modèle SDMT

II.1. Coût du portefeuille de la dette contractée par l'administration centrale

Le coût moyen pondéré du portefeuille de la dette publique à fin décembre 2023 est estimé à 3,3%. Il est obtenu par la moyenne pondérée du taux de la dette intérieure (4,3%) et celui de la dette extérieure (1,3%). Le coût du portefeuille de la dette est modéré, car il est dominé en grande partie par des prêts extérieurs concessionnels, et par la dette envers la Banque Centrale représentant (30,6%) de la dette totale contractée à un taux d'intérêt faible et à maturité très longue.

II.2. Risques associés au portefeuille de la dette contractée par l'administration centrale

Les risques associés au portefeuille de la dette sont évalués sous trois dimensions à savoir :

- le risque de refinancement;
- le risque de taux d'intérêt ;
- le risque de taux de change.

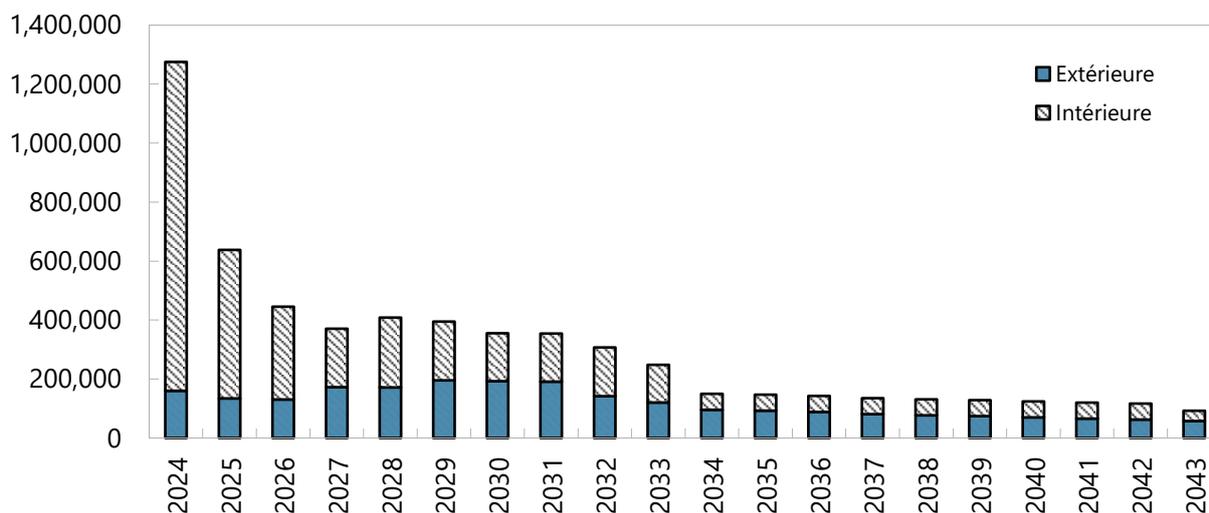
II.2.a. Risque de refinancement.

Il ressort du tableau ci-haut que la durée de vie moyenne à l'échéance du portefeuille (ATM) est de 8,3 ans dont 9,1 ans pour la dette extérieure et 7,8 ans pour la dette intérieure. Cette durée de vie moyenne relativement longue s'explique par le fait que la dette envers la BRB représentant une grande proportion du portefeuille est remboursée sur une longue durée et

que la dette extérieure est dominée par les créanciers multilatéraux accordant des financements sur des longues maturités. Cependant, la dette arrivant à l'échéance dans un an en % du total qui atteint 18,8% (dont 26,2% pour la dette intérieure contre 6,3% pour la dette extérieure) génère des pressions de financement.

Le profil de remboursement de la dette montre une forte exposition de la dette intérieure au risque de refinancement que la dette extérieure.

Graphique 8 : Profil de remboursement de la dette publique à fin décembre 2023



Source : MFBPE/ Obtenu du Modèle SDMT

Il ressort de ce graphique que le profil de remboursement continuera d'être marqué du poids des remboursements de la dette intérieure sur les 10 prochaines années, avec un accent particulier sur les deux premières années.

II.2.b. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt n'est pas une préoccupation majeure pour le Burundi du fait que tout le portefeuille de la dette du Burundi est à taux fixe. La vulnérabilité du portefeuille au taux d'intérêt pourrait provenir du montant de la dette intérieure et extérieure arrivant à échéance dans un an soit à refinancer en 2024.

Le résultat de l'analyse montre que le taux d'intérêt du portefeuille de la dette devrait être révisé en moyenne (ATR) dans 8,3 ans. Cependant, le constat est que 26,2% de la dette intérieure atteint l'échéance dans un an contre 6,3 % pour la dette extérieure, et leurs taux d'intérêts pourraient être révisés au bout d'une année, exposant ainsi le portefeuille au risque de taux d'intérêt.

II.2.c. Risque de taux de change

Le risque de taux de change représente l'exposition du portefeuille aux variations du taux de change des principales devises dans lesquelles est libellée la dette extérieure. Il est mesuré par le pourcentage de la dette libellée en devises étrangères par rapport à la dette totale.

Au 31 décembre 2023, 32,8 % de la dette est libellée en devises étrangères. La volatilité du taux de change a des implications budgétaires évidentes en ce sens que les prévisions des paiements en monnaies étrangères augmentent consécutivement à cette fluctuation.

III. DETTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES, PRÊTS RETROCEDES ET GARANTIES

Cette section présente la situation d'endettement des entreprises publiques avec ou sans garantie de l'Etat et la situation de la dette rétrocedée.

III.1. Situation d'endettement des entreprises publiques

Le stock de la dette des entreprises publiques s'élève à 552,46 milliards de BIF. Ce montant représente les autres dettes (Fournisseurs de biens et services) hormis la dette garantie et rétrocedée.

La situation détaillée est retracée dans le tableau ci-après :

Tableau 3: Dette des entreprises publiques

N°	Entreprises	Dettes des entreprises publiques à fin 2023 (Sans la dette rétrocedée et dette garantie) en milliards de BIF	Date de clôture de l'exercice fiscal
1	BRARUDI	337,73	31/12/N
2	ONATEL	81,28	31/12/N
3	REGIDESO	44,15	31/12/N
4	SOSUMO	15,95	31/5/N
5	OTB	11,75	30/6/N+1
6	CAMEBU	34,24	30/6/N+1
7	COGERCO	4,44	30/6/N+1
8	ONATOIR	5,00	30/4/N+1
9	OTRACO	0,23	30/6/N+1
10	RPP	2,93	30/6/N+1
11	GPSB	6,24	31/12/N
12	CNTA	0,02	30/6/N+1
13	LONA	0,04	31/12/N
14	HOTEL SOURCE DU NIL	0,58	31/12/N
15	SOCABU non vie	2,06	31/12/N
16	ONPR	0,94	30/6/N+1
17	SRDI	4,88	31/12/N
TOTAL			552,46

Source : MFBPE/Direction des Réformes des Société à Participation Publique

La dette de certaines entreprises comme l'INSS, la Mutuelle de la Fonction Publique, la RTNB et la PPB ne figure pas dans ce tableau puisque leurs états financiers de l'exercice ne sont pas encore certifiés.

Les autres entreprises à participation publique non reprises dans ce tableau n'affichent pas la dette dans leurs passifs.

Le Burundi a harmonisé avec la Communauté Est Africaine (EAC) son exercice budgétaire qui commence au 01 juillet de l'année n jusqu'au 30 juin de l'année n+1. Pour les entreprises n'ayant pas migrés pour se conformer à l'exigence de l'EAC, les états financiers sont arrêtés certains au 31/12/N et d'autres au 30/06/N.

III.2. Situation des prêts rétrocédés par l'Etat

La situation des prêts rétrocédés par l'Etat se présente dans le tableau ci-après :

Tableau 4 : Encours de la dette rétrocédée

Bénéficiaire	devise	Encours à fin 2023 en unités de devise	Montant en milliards de BIF	Partenaire	Objet du prêt
REGIDESO	EURO	70.000.000	222,16	BEI	Jiji murembwe
ONATEL	CNY	91.949.156,22	36,91	EXIM CHINE	Buja Métropolitain
STNB	CNY	197.492.817,70	79,28	EXIM CHINE	Télévision numérique
SINELAC	DTS	51.535.226,64	147,19	IDA et FED	Centrale Ruzizi II

Source : Direction de la dette, données du logiciel SYGADE

Il sied de souligner que les entreprises bénéficiaires des garanties n'honorent pas leur engagement envers l'Etat pour des raisons liées essentiellement à la Trésorerie et d'autres soulignent que les projets objet de prêt rétrocédé n'ont pas encore commencé de générer des ressources nécessaires pour faire face aux échéances courantes.

III.3. Situation de la dette garantie

L'Etat a accordé sa garantie à l'Office National des Télécommunications dans le cadre de l'exécution du projet ONAMOB. Les prêts sont contractés au niveau de HUAWEI et à la BANCOBU.

Le tableau ci-dessous retrace la situation des prêts garantis :

Tableau 5 : Encours de la dette garantie à fin décembre 2023

Entreprise Bénéficiaire	Encours en USD	Encours en BIF en milliards de BIF	Créanciers
ONATEL	25 094 113	71,67	HUAWEI
ONATEL	131 018,23	0,37	BANCOBU
TOTAL	25 225 131,20	72,04	

Source : MFBPE/Direction de la dette et de la Trésorerie

III. CONCLUSION

A l'issue de ce rapport, le lecteur pourra constater que la dette intérieure occupe une place prépondérante dans le portefeuille de la dette contractée par l'administration centrale.

Le renforcement des relations multilatérales et bilatérales envers nos partenaires techniques et financiers contribuerait à réduire l'expansion de la dette intérieure.

Selon la disponibilité des ressources en devises étrangères, le paiement du service de la dette extérieure doit être assuré à bonne date afin de limiter les effets néfastes de l'accumulation des arriérés sur l'économie.

IV. LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR CREANCIER ET TYPE DE CREANCIER AU 31.12.2023 EN MILLIARDS DE BIF

Tableau 5 : Encours de la dette extérieure par créancier et type de créancier au 31.12.2023 en milliards de bif

LIBELLE	MONTANT
BANQUE COMMERCIALE	295,65
EBC	117,52
EBI	178,13
BILATÉRAL	284,87
FDS KOWEIT	89,79
FDS SAOUDIEN	181,82
LAFB	13,25
MULTILATÉRAL	1.460,24
BADEA	185,93
BEI	221,19
FAD	80,18
FIDA	80,53
IDA	337,17
OFID	260,54
FMI	294,69
TOTAL	2.040,76

Source : MFBPE/Direction de la dette et de la Trésorerie

ANNEXE 2 : ENCOURS DE LA DETTE INTERIEURE AU 31.12.2023 EN MILLIARDS DE BIF

Tableau 6 : Encours de la dette intérieure au 31.12.2023 en milliards de bif

Réf. du prêt	SITUATION AU 31/12/2023
CONV-2014	119,42
CONV-219	205,24
CONV-2016	232,26
CONV.DTS	328,31
CONV.04/2020	38,34
CONV.20.01.2022	100
CONV.28/07/2022	200
CONV 2022	266,43
CONV 2010	97,06
CONV 2023	314,99
BRB	1.902,05
BANQUES COMMERCIALES	71,24
CRDB	39,82
BANCOBU	31,42
TITRES DE CRÉANCE	2.212,54
BT13	88,64
BT26	152,94
BT52	185,01
OT02	186,53
OT03	177,1
OT04	207,13
OT05	202,43
OT06	160,9
OT07	174,34
OT08	153,85
OT09	169,8
OT10	353,87
TOTAL DI	4.185,83

ANNEXE 3 : MONTANT MOBILISÉ (TIRAGES) SUR FINANCEMENT EXTÉRIEURE EN MILLIARDS DE BIF

Tableau 7 : Montant mobilisé (tirages) sur financement extérieure en milliards de bif

INSTITUTION/PROJET	SITUATION 31/12/2023
BANQUE COMMERCIALE	10,80
EBI	10,80
CENTRALE HYDROELECTR. KABU 16	10,80
BILATÉRAL	21,71
FDS KOWEIT	3,03
ROUTE RUMONGE-NYANZA LAC	3,03
FDS SAOUDIEN	18,67
BURURI-GAKUBA PROJECT	10,99
HIGHER INSTITUTE PROJECT	0,18
ROUTE BUJUMBURA-NYAMITANGA	6,75
Route Bujumbura- Nyamitanga	0,74
MULTILATÉRAL	149,89
BADEA	16,00
BUJUMBURA-NYAMITANGA COMPLE	0,42
PJET D'ELECTRIFICATION RURALE	7,73
ROUTE BURURI-GITEGA	7,75
ROUTE RUMONGE-NYANZA LAC	0,10
BEI	22,68
JIJI MULEMBWE	22,68
FIDA	2,20
PIPARV-B	0,96
PRODER	1,24
OFID	20,29
BURURI-GAKUBA ROAD	11,53
PROJET KIRUNDO	8,62
ROUTE BUJUMBURA-NYAMITANGA	0,14
FMI	88,71
TOTAL TIRAGES	171,60

Source : MFBPE/Direction de la dette et de la Trésorerie

ANNEXE 4 : MONTANT MOBILISÉ SUR LE MARCHÉ INTÉRIEURE EN BONS ET OBLIGATIONS DU TRÉSOR

Tableau 8: Montant mobilisé sur le marché intérieure en bons et obligations du trésor

SERIE	MONTANT
TOTAL BT	764,72
BT13	325,92
BT26	261,26
BT52	177,54
TOTAL OT	298,95
OT02	97,91
OT03	49,69
OT04	23,39
OT05	29,78
OT06	8,57
OT07	8,56
OT08	,00
OT09	,99
OT10	80,04
TOTAL GENERAL	1063,67

Source : MFBPE/Direction de la dette et de la Trésorerie

ANNEXE 5 : ARRIERES DU SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE AU 31.12.2023

Tableau 9 : Arriérés du service de la dette extérieure au 31.12.2023

Date d'échéance	Nom du Projet	Créancier	Libellé	Devise	Montant	Taux de change(contre USD)	Arriérés en USD	Montant en BIF (taux du 31/12/2023)
08/05/2023	CENTRALE HYDROELECTR. KABU 16	EBI	Principal	\$	3 519 013,94	1,0000	3 519 013,94	10 050 690 904,17
08/05/2023	CENTRALE HYDROELECTR. KABU 16	EBI	Intérêts	\$	729 159,70	1,0000	729 159,70	2 082 560 310,77
15/11/2023	Food Security and Rural Dvlpmt	OFID	Principal	\$	671 970,00	1,0000	671 970,00	1 919 220 236,70
15/11/2023	Bururi Gakuba Road	OFID	Principal	\$	500 000,00	1,0000	500 000,00	1 428 055 000,00
15/11/2023	PROJET MONDE RURAL	FIDA	Principal	\$	313 921,52	1,0000	313 921,52	896 594 392,49
15/11/2023	PROJET MONDE RURAL	FIDA	Intérêts	\$	32 251,80	1,0000	32 251,80	92 114 688,50
01/12/2023	Crédit financement du commerce	BADEA	Principal	\$	300 000,00	1,0000	300 000,00	856 833 000,00
01/12/2023	Crédit financement du commerce	BADEA	Intérêts	\$	17 584,81	1,0000	17 584,81	50 224 151,69
08/11/2023	CENTRALE HYDROELECTR. KABU 16	EBI	Principal	\$	3 519 013,94	1,0000	3 519 013,94	10 050 690 904,17
08/11/2023	CENTRALE HYDROELECTR. KABU 16	EBI	Intérêts	\$	699 445,17	1,0000	699 445,17	1 997 692 344,49
01/12/2023	PROJET PTRPC,	FIDA	Principal	\$	313 921,52	1,0000	313 921,52	896 594 392,49
01/12/2023	Projet PTRPC	FIDA	Intérêts	\$	32 251,80	1,0000	32 251,80	92 114 688,50
15/12/2023	Route Bujumbura-Nyamitanga	FSD	Intérêts	SAR	97100,87	0,2669	25 916,22	74 019 581,40
15/12/2023	Construction of higher institut in CIBITOKE	FSD	Intérêts	SAR	1 799,81	0,2669	480,37	1 371 987,53
15/12/2023	SUSPENSION DU SERVICE DE LA DETTE 2020	FKW	Principal	DK	7 000,00	3,2600	22 820,00	65 176 430,20
01/12/2023	ROUTE Bubanza-Ndora 2ème Tranche	BADEA	Intérêts	\$	133 333,00	1,0000	133 333,00	380 813 714,63
01/12/2023	Projet DEVELOPPEMENT RURAL	OFID	Principal	\$	132 500,00	1,0000	132 500,00	378 434 575,00
01/12/2023	Projet DEVELOPPEMENT RURAL	OFID	Intérêts	\$	12 212,00	1,0000	12 212,00	34 878 815,32
15/06/2023	Route Bujumbura-Nyamitanga supplément	FSD	Intérêts	RS	91 178,39	0,2669	24 335,51	69 504 900,01
01/05/2022	Route Bujumbura-Nyamitanga	FSD	Intérêts	RS	123 873,21	0,2669	33 061,76	94 428 022,64
01/05/2022	Route Bubanza-Ndora	FSD	Intérêts	RS	369 599,79	0,2669	98 646,18	281 744 352,44
01/11/2023	Route Bubanza-Ndora	FSD	Principal	RS	1 875 000,00	0,2669	500 437,50	1 429 304 548,13
15/11/2023	Route Rumonge-Nyanzalac	FSD	Intérêts	RS	35 201,19	0,2669	9 395,20	26 833 717,85
15/11/2023	Route Bururi -Gakuba	FSD	Intérêts	RS	160 319,70	0,2669	42 789,33	122 211 027,39
01/11/2023	Route Bubanza-Ndora	FSD	Principal	RS	1 125 000,00	0,2669	300 262,50	857 582 728,88
01/11/2023	Route Bujumbura-Nyamitanga	FSD	Intérêts	RS	187 662,91	0,2669	50 087,23	143 054 640,41
01/11/2023	Route Bubanza-Ndora	FSD	Intérêts	RS	369 599,79	0,2669	98 646,18	281 744 352,44
							12 133 457,19	34 654 488 408,23

Source : MFBPE/Direction de la dette et de la Trésorerie